



Ecrire avant le 9- 11- 18

## APPEL URGENT Octobre 2018 CHINE

République Populaire de  
Chine (RPC)  
Dirigée par Xi Jin Ping  
 9 596 961 km<sup>2</sup>  
 1,357 milliard en 2013  
 Pékin

Peine capitale : OUI  
Torture : OUI

La Chine Populaire a  
ratifié la Convention  
contre la torture de  
l'ONU, avec des réserves.

Nous vous invitons à  
adresser une copie du  
modèle de lettre ci-joint  
aux autorités dont  
l'adresse se trouve sur la  
lettre.

Affranchir à 0,79€ pour la  
Belgique et à 1,45€ pour

« La foi sans les œuvres est une foi morte » (Jc 2, 14-18)



### Huang Qi (黄琦), journaliste en danger

Huang Qi a été arrêté le 28 novembre 2016 pour divulgation de secrets d'État à l'étranger, « crime » passible de la peine capitale. Au cours de ses 22 mois en centre pénitentiaire, Huang Qi a indiqué avoir été torturé et soumis à des mauvais traitements par des policiers souhaitant lui arracher des confessions. Il a également été roué de coups par d'autres détenus. A plusieurs reprises. Malgré tout, il a toujours refusé de plaider coupable. Son procès, initialement annoncé pour le 20 juin 2018, a été annulé sans qu'aucune date ultérieure soit prévue.

Au fond de sa geôle du centre pénitentiaire Mianyang au Sichuan, Huang Qi a perdu énormément de poids. Le 7 septembre 2018, lors d'une des très rares visites autorisées, il montre à son avocat de nouvelles ecchymoses sur sa poitrine. Il aurait subi quinze interrogatoires rien qu'au mois d'août. Au cours de ceux-ci il a été frappé plusieurs fois, notamment par un procureur.

La mère de Huang Qi, âgée de 85 ans, dit ses craintes que son fils ne meure en prison, à l'instar de [Liu Xiaobo](#), et supplie les autorités de lui accorder une remise en liberté conditionnelle pour raisons médicales.

Fondateur du site d'informations indépendant (censuré) [64 Tianwang](#), qui documente les violations des droits humains en RPC, Huang Qi garde d'importantes séquelles physiques contractées lors de précédents séjours en prison et camp de travail. Il souffre d'une maladie rénale chronique, d'hydrocéphalie et d'affections cardiaques et pulmonaires.

En 2003, le journaliste avait été condamné à cinq ans de prison pour subversion, après avoir publié des articles sur le mouvement pro-

démocratie de 1989, réprimé lors des [massacres de Tiananmen](#). Il est de nouveau emprisonné entre 2008 et 2011 après avoir enquêté sur des infrastructures défectueuses, responsables de la mort de milliers d'écoliers lors d'un tremblement de terre au Sichuan en 2008.

### Le règne des confessions forcées

Bien que prohibées par la loi, les confessions forcées obtenues grâce aux mauvais traitements et tortures connaissent un regain de popularité en RPC. Afin d'arracher des aveux aux prisonniers en amont de leur procès, les autorités chinoises usent de menaces, de tortures physique et mentale. Certains détenus sont forcés d'ingurgiter des [psychotropes](#). D'autres ont les mains et les pieds menottés des jours durant. Des témoignages font état de menaces de mort ou de représailles sur la famille du détenu. Les confessions de prisonniers emblématiques -avocats, activistes ou Ouïghours- sont [enregistrées et diffusées](#) à la télévision publique. Ces enregistrements sont ainsi utilisés comme des outils de propagande dissuasifs. Après des mois de [séances corporelles](#), l'avocat [Xie Yang](#) avait été forcé, par exemple, de reconnaître sa culpabilité devant les caméras, pour pouvoir être [libéré](#).

### Ceux qui meurent derrière les barreaux

Les craintes de la mère de Huang Qi sont fondées: les autorités chinoises ont refusé une [libération pour raisons médicales](#) lorsqu'un cancer du foie terrasse [Liu Xiaobo](#). En 2014, la militante [Cao Shunli](#) contracte la tuberculose et une maladie des reins en détention. Ses demandes de soins étant refusées, elle décède rapidement et sa famille n'est pas autorisée à voir sa dépouille. D'autres détenus ont trouvé la mort peu de temps après leur libération, comme le dissident [Yang Tongyan](#) fin 2017. L'absence d'obligation de rendre des comptes sur les décès de militants emprisonnés ou remis en liberté autorise à penser que nombre de ces décès peuvent avoir été causés par les mauvais traitements.

(ACAT France)